

Définition et mesure

Les données relatives à la confiance envers les institutions sociales sont issues de l'enquête Gallup World Poll, menée dans plus de 140 pays à travers le monde à partir d'un seul questionnaire, traduit dans les langues principales utilisées dans chaque pays. À quelques exceptions près, tous les échantillons sont basés sur la probabilité et représentatifs de la population résidente âgée de 15 ans et plus de l'ensemble d'un pays (y compris les zones rurales). Même si ces caractéristiques assurent une bonne comparabilité des données d'un pays à l'autre, les résultats peuvent être sujets à des erreurs d'échantillonnage et des erreurs hors échantillonnage. La taille des échantillons est comprise entre 1 000 et 4 000, en fonction du pays. Les données relatives à la confiance à l'égard des institutions sont fondées sur un indicateur composite sur la corruption et sur un indicateur composite sur les institutions nationales, mis au point par Gallup. L'indice de la corruption est élaboré à partir des réponses à la question de savoir si la corruption est généralisée dans les entreprises et les pouvoirs publics, tandis que l'indice de confiance dans les institutions nationales s'appuie sur les questions visant la confiance à l'égard du pouvoir militaire, du pouvoir judiciaire et de l'administration nationale. On observe une forte corrélation négative entre l'indice de la corruption de Gallup et l'indice de perception de la corruption de Transparency International, fondé sur un classement des pays de l'OCDE effectué par des experts, ce qui atteste de sa validité.

La cohésion sociale se manifeste par la confiance accordée par les citoyens aux institutions nationales et par leur perception selon laquelle les institutions sociales et économiques sont épargnées par la corruption. Les questions liées à la confiance et à la corruption sont étroitement liées au degré de confiance dans l'ensemble de la société.

En 2010, le Danemark, la Finlande et la Suède se distinguaient par un sentiment de corruption limité (partie A, CO2.1). L'Islande se démarque des autres pays nordiques avec un niveau de perception de la corruption légèrement supérieur à la moyenne. Les pays anglophones se classent en ligne avec

la moyenne, voire au-dessus, à l'exception des États-Unis. Les pays de la Méditerranée et d'Europe du Sud, comme l'Espagne, la Grèce, Israël, l'Italie, le Portugal et la Turquie affichent quant à eux une perception de la corruption supérieure à la moyenne, de même que de nombreux pays d'Europe de l'Est, parmi lesquels la Hongrie, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovaquie.

Les pays nordiques se caractérisent également par un degré élevé de confiance à l'égard des institutions nationales (partie B, CO2.1). À l'autre extrémité du classement se situent la Corée, la Hongrie et le Mexique, où les citoyens n'ont que peu confiance dans leurs institutions. Comme l'on pouvait s'y attendre, la corrélation entre perception de la corruption et confiance à l'égard des institutions nationales est négative. Elle est par ailleurs élevée, à -0.83 environ. En Belgique, en Corée, en Estonie et au Mexique, la perception de la corruption est relativement faible compte tenu du degré élevé de confiance à l'égard des institutions nationales. En revanche, la perception de la corruption est importante en Israël alors que le degré de confiance à l'égard des institutions nationales y est moyen.

Les pays riches sont moins corrompus (CO2.2). Il existe un lien relativement fort entre revenus et corruption. Plusieurs exceptions sont à noter toutefois : la Grèce et les États-Unis, où la corruption est sensiblement plus élevée que prévu par rapport aux revenus, et le Danemark, la Finlande, la Nouvelle-Zélande et la Suède, où la corruption est largement inférieure à ce que l'on pourrait attendre au vu des revenus.

La confiance à l'égard des institutions nationales est également plus élevée dans les pays à hauts revenus (CO2.3). Comme pour la corruption, la corrélation est étroite entre confiance dans les institutions et revenus. Au Danemark, en Finlande et en Turquie, la confiance est plus élevée que ne laissait penser le revenu, tandis que la situation est inversée en Belgique et en Corée avec un niveau de confiance inférieur aux prévisions. Dans les deux cas, il est probable que le lien de cause à effet soit double : un niveau élevé de revenus est à la fois la cause et la conséquence d'un fort degré de confiance et d'une corruption limitée.

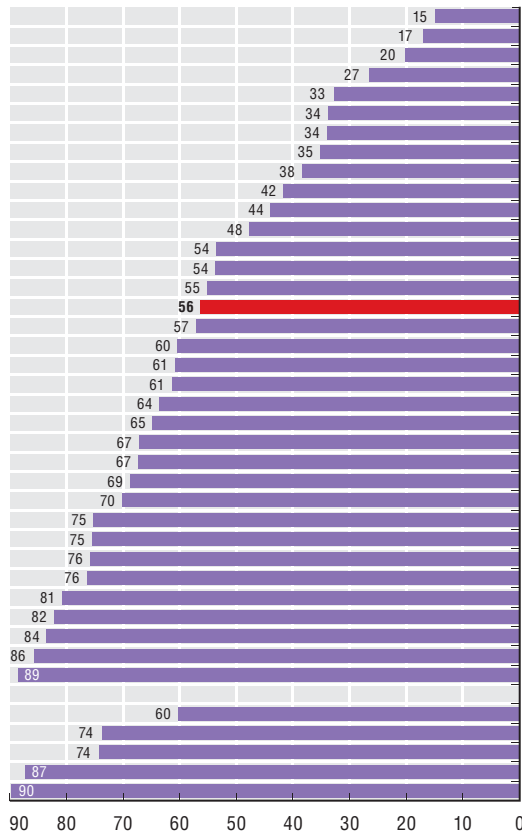
Notes des graphiques

Graphique CO2.1 : 2006 pour la Suisse ; 2008 pour la Finlande, l'Islande et la Norvège ; 2009 pour l'Afrique du Sud, l'Estonie, la Hongrie et Israël.

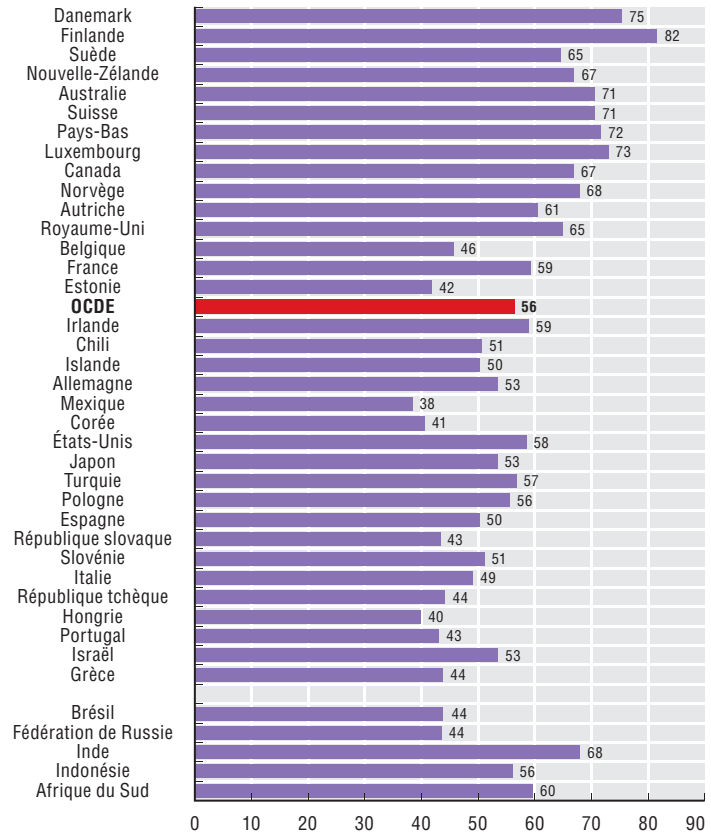
Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

CO2.1. Les pays nordiques estiment que leur niveau de corruption est faible et ont confiance dans leurs institutions sociales

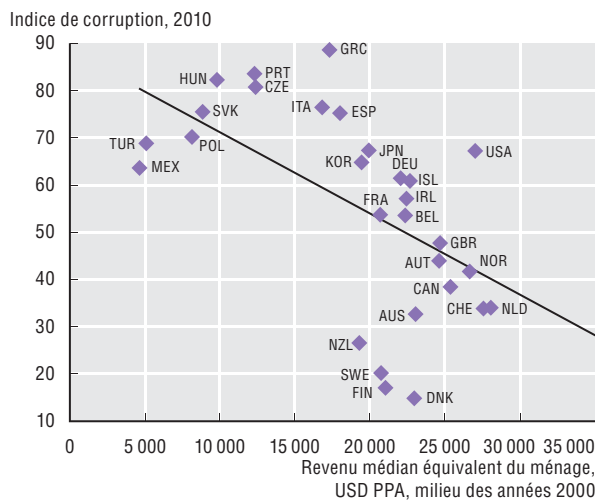
Partie A. Indice de corruption, 2010 (7)



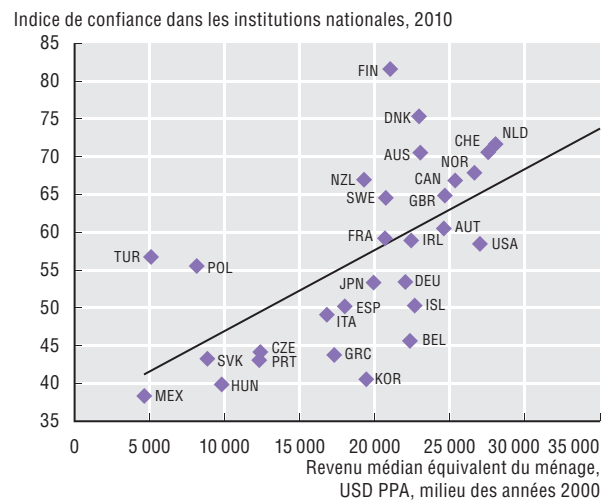
Partie B. Indice de confiance dans les institutions nationales, 2010



CO2.2. La corruption est plus faible dans les pays à revenu élevé



CO2.3. La confiance dans les institutions nationales est meilleure dans les pays à revenu élevé



Source : Gallup World Poll (www.gallup.com), OCDE (2008), Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE (www.oecd.org/els/social/inegalite).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932383033>



Extrait de :
Society at a Glance 2011
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/soc_glance-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Confiance à l'égard des institutions sociales », dans *Society at a Glance 2011 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/soc_glance-2011-27-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.